

**Analyse des risques financiers : perspective des entreprises
d'État**

**33e Conférence internationale sur la gestion financière des
gouvernements (CIGFM) Miami, Floride**

Hetherwick Njati

Mai 2019

Présentation

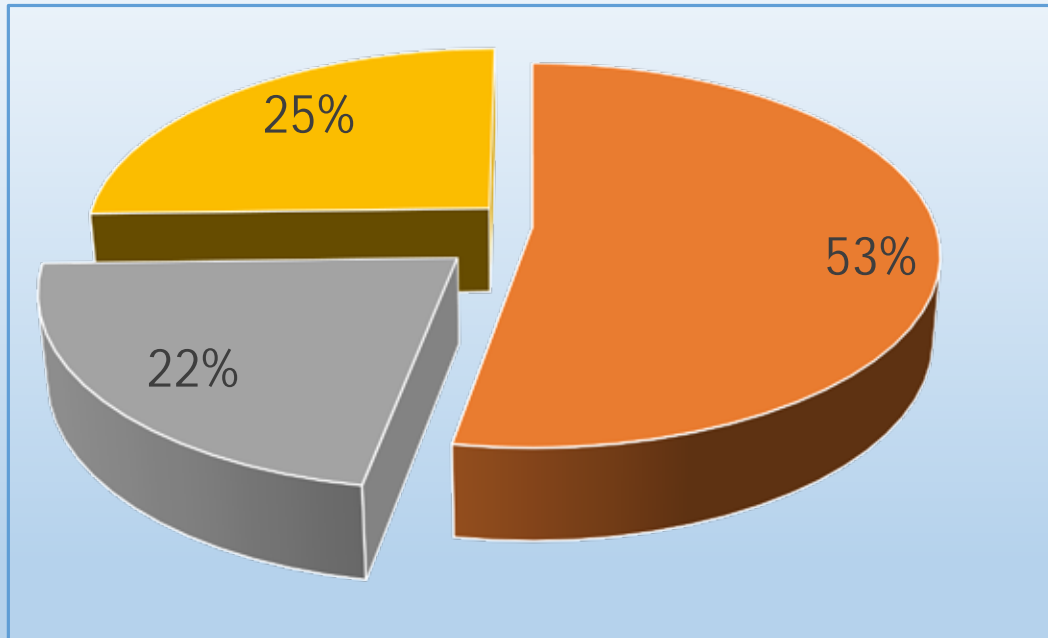
- **Risques budgétaires**
- **Risques fiscaux liés aux entreprises d'État au Malawi**
 - Arriérés de paiement du gouvernement
 - Cumul de dette des entreprises d'État : Passifs éventuels
 - Le besoin de renflouement des entreprises d'État (mauvaise performance des entreprises d'État)
- **Entreprises publiques au Malawi**
- **Impact des risques fiscaux matérialisés**
- **Mesures d'atténuation possibles**

Introduction

- Les entreprises d'État au Malawi
 - Catégorisation : par fonction et par financement
- Risque fiscal
 - Définition et type de risque fiscal au Malawi
 - Pourquoi le gouvernement accepte le risque fiscal

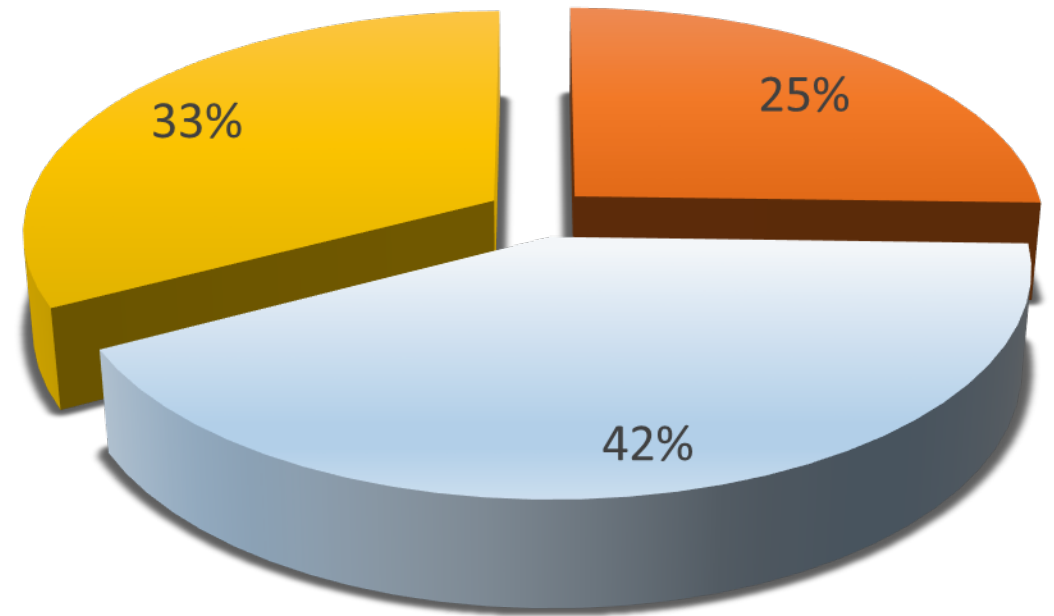
Vue d'ensemble des entreprises d'État au Malawi

Catégorisation des entreprises d'État au Malawi par source financière



Commercial Sub-Vented Semi-Subvented

SOEs By Mandate/Function



Trading Regulators Service Providers

Risques budgétaires

Définition

- La possibilité d'écarts dans les variables fiscales (c'est-à-dire les revenus et les dépenses) par rapport à ce qui était prévu au moment du budget ou d'une autre prévision.
- Découle de chocs macroéconomiques et de la réalisation d'un passif éventuel;

Types de risques fiscaux

- Risques macroéconomiques généraux,
- Risques budgétaires spécifiques,
- Risques institutionnels.

Exemples de risques fiscaux

- Arriérés de paiement.
- Entreprises publiques : passifs éventuels, renflouements
- Partenariats public-privé
- "Cygnes noirs"

Sources de risques fiscaux

- **Erreur de prévision / risque**
 - En raison de la volatilité macroéconomique exogène, de l'instabilité des paramètres ou de l'ingérence politique dans les prévisions budgétaires;
 - Croissance, inflation, taux de change, prix du pétrole ou d'autres produits de base, taux d'intérêt;
- **Facteurs à long terme ou véritablement exogènes**
 - Changement climatique, catastrophes naturelles
- **Passifs éventuels**
 - Garanties et autres obligations en attente (de la part des gouvernements locaux, des entreprises d'État, du système bancaire,...)
 - Projets d'investissement public et/ou PPP

Pourquoi les gouvernements acceptent-ils les risques fiscaux?

- **Règles comptables inadéquates**
 - La comptabilité de caisse ne comptabilise pas les passifs si aucun paiement n'a été effectué ou n'est dû.
 - La comptabilité d'exercice ne comptabilise pas les passifs en fonction d'événements «improbables»
- **Faibles contraintes budgétaires**
 - Passifs éventuels non pris en compte dans les décisions budgétaires
 - Passifs éventuels non identifiés dans le budget jusqu'à ce que le passif se cristallise et que le paiement soit dû

Pourquoi les gouvernements acceptent-ils les risques fiscaux?

- Les garanties sont parfois traitées comme des substituts sans coût pour la propriété de l'État et les dépenses directes
 - Dans certains pays, les commissions initiales pour les garanties sont comptabilisées dans les revenus courants, ce qui témoigne d'un «profit» tiré des programmes de prise de risque.
- L'inadéquation des régimes d'assurance et la faiblesse des marchés financiers incitent les gouvernements à garantir les transactions privées (problème particulièrement problématique dans les pays émergents et en développement)

Impact des risques fiscaux

Une fois matérialisées, les écarts créés par les risques fiscaux pourraient avoir un impact sur les éléments suivants :

- Les variables macroéconomiques
- Les recettes
- Les dépenses
- Le déficit budgétaire
- La dette

Risques fiscaux liés aux entreprises d'État au Malawi

Sources de risques fiscaux liés aux entreprises d'État

- Certaines dettes de sociétés d'État peuvent être explicitement garanties
- Toutes les dettes des entreprises publiques sont sujettes à la perception de garanties implicites par les gestionnaires et créanciers des entreprises publiques, etc.
- Fluctuations des impôts, redevances, dividendes
- Fluctuations de la valeur des capitaux propres

Sources de risques fiscaux liés aux entreprises d'État

- Besoins en capitaux du gouvernement pour de nouveaux investissements (prêt ou injections de capital)
- Exigences relatives aux subventions d'exploitation
- Exigences relatives aux renflouements périodiques, dus peut-être à des activités quasi-fiscales (QFA)
- Recettes forfaitaires des privatisations
- Reclassements d'entités
- Possibilités de "comptabilité créative"

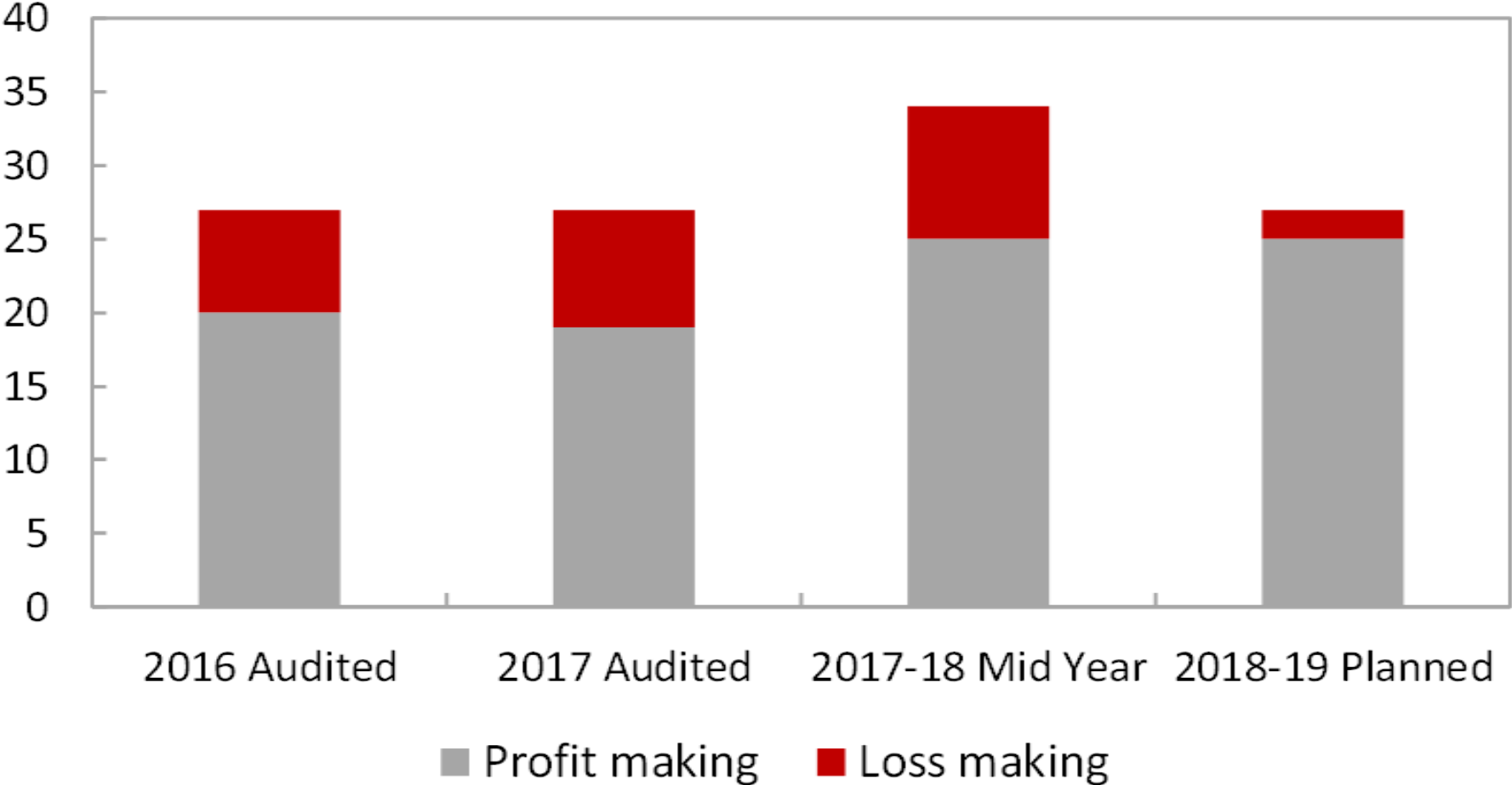
Indicateurs de risque fiscal des entreprises d'État

- Bénéfices et pertes de chaque entité et du secteur des entreprises publiques consolidées, en % du PIB
- Situation nette en capitaux propres de chaque entité et du secteur consolidé en % du PIB
- Adéquation des fonds propres
- Autres indicateurs:
 - Liquidité
 - Prêts non performants
 - Sensibilité au risque de marché
 - Prêt lié

Taille du secteur des entreprises publiques au Malawi

K' Millions				
	2016 Audited	2017 Audited	2017-18 Mid Year	2018-19 Planned
Total assets	564,960	640,551	662,034	856,058
Total Liabilities	261,719	296,080	245,664	418,352
Total Revenue	194,040	239,991	111,908	379,286
Profit after tax	20,981	2,420	49,472	21,112
As a percentage of GDP				
	2016 Audited	2017 Audited	2017-18 Mid Year	2018-19 Planned
Total assets	14.5%	12.8%	12.8%	14.5%
Total Liabilities	6.7%	5.9%	4.8%	7.1%
Total Revenue	5.0%	4.8%	2.2%	6.4%
Profit after tax	0.5%	0.0%	1.0%	0.4%

Bénéfices et pertes de chaque entité et du secteur des sociétés ouvertes consolidées (Nombre des entreprises publiques commerciaux)



Situation nette en capitaux propres de chaque entité et du secteur consolidé en % du PIB

Figure 7: Return on Equity (number of entities)

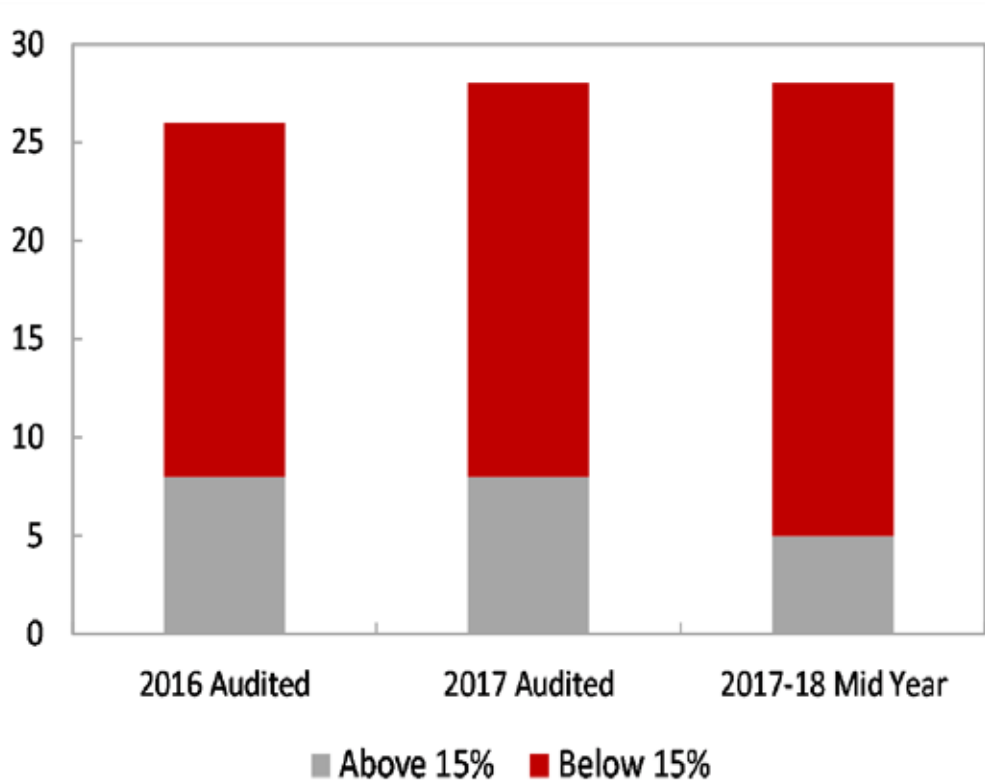
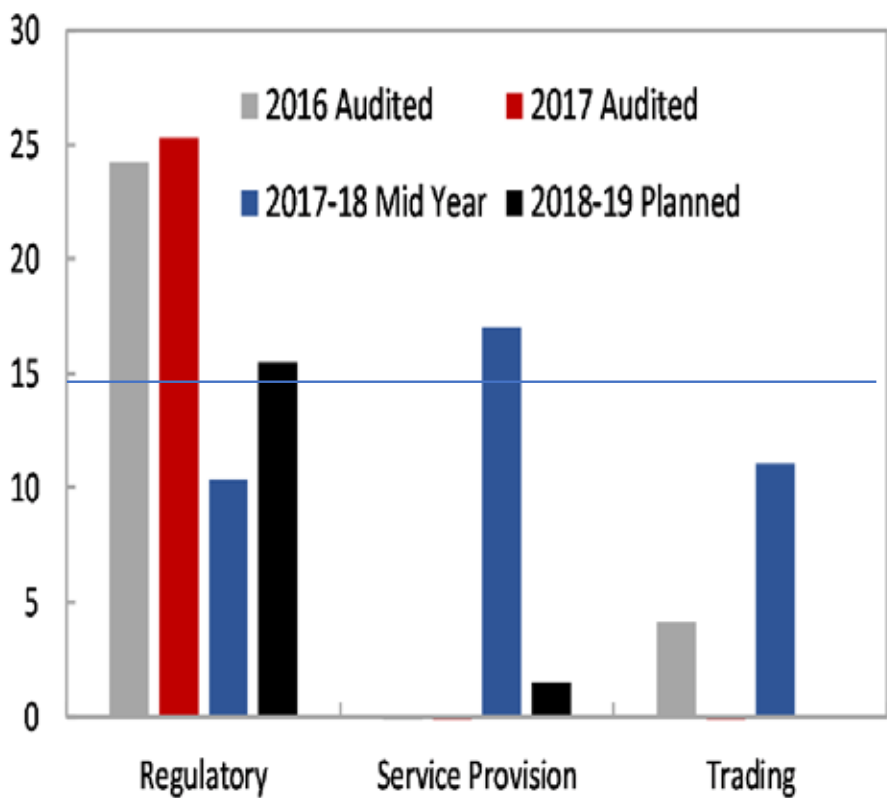
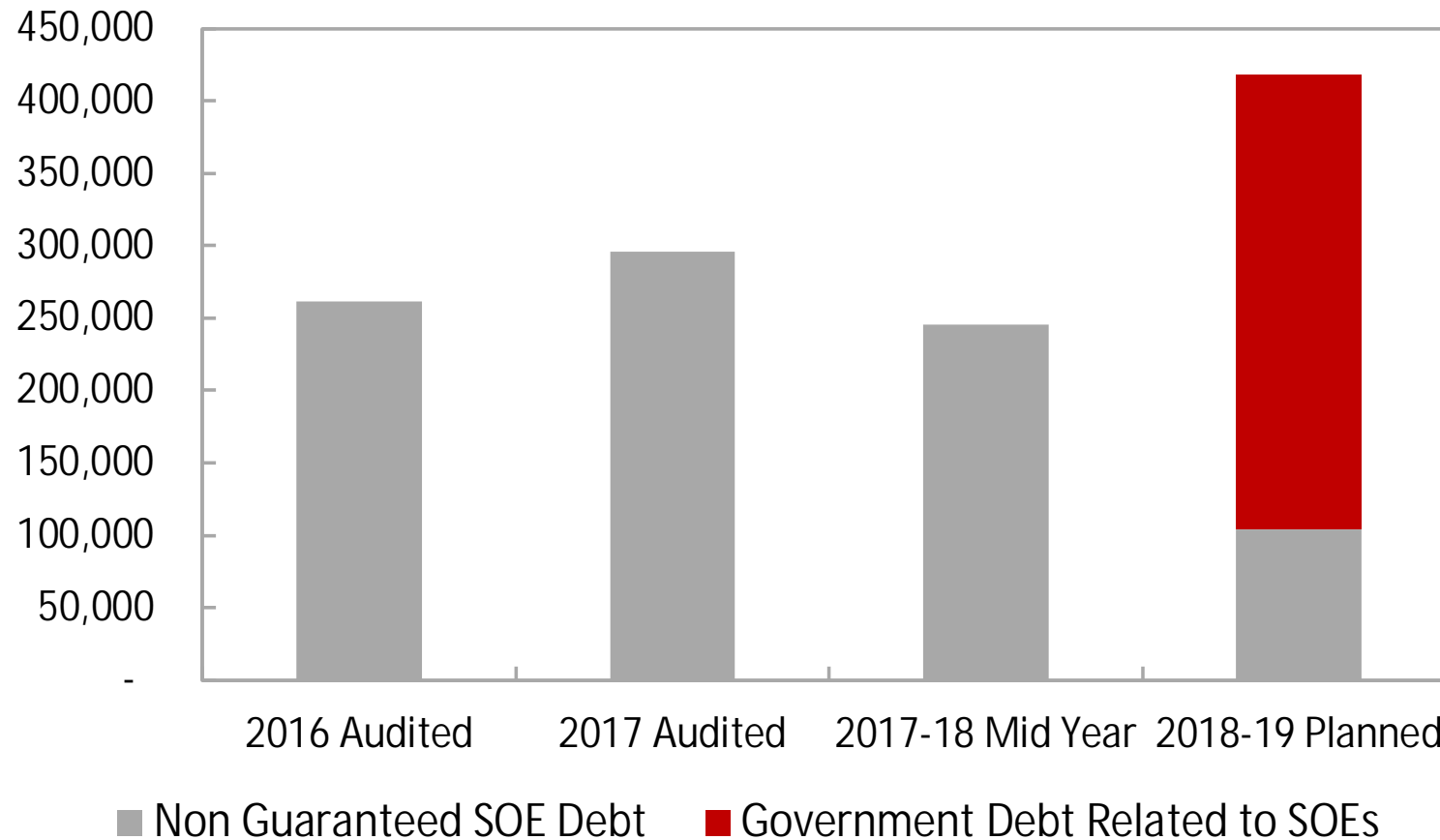


Figure 8: Return on Equity (Percent)



Adéquation des fonds propres



Cumul de dette des entreprises d'État : Passifs éventuels

Debt to Equity and the Debt Servicing Ratio

Figure 10: Debt to Equity, 2016 (percent)

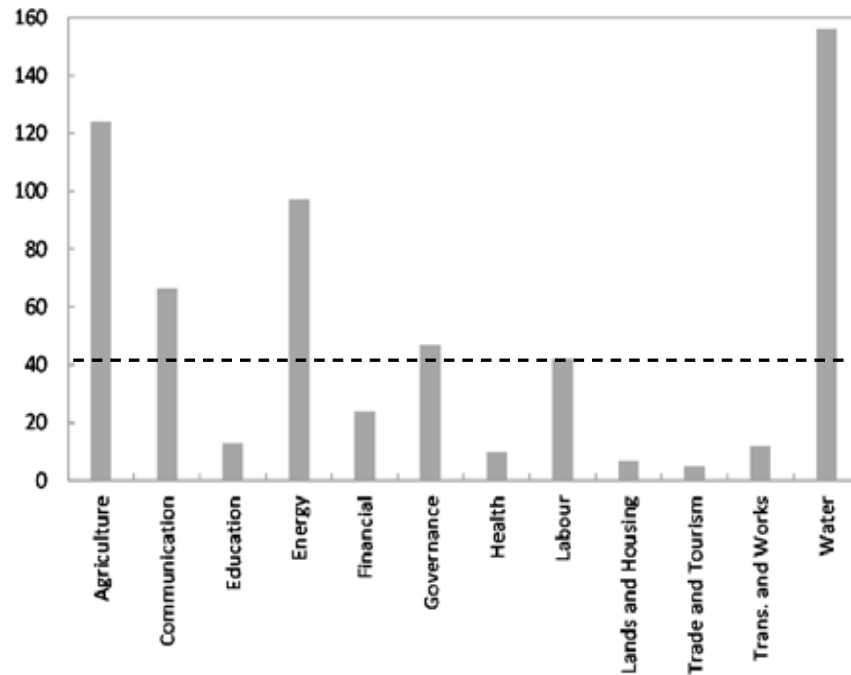
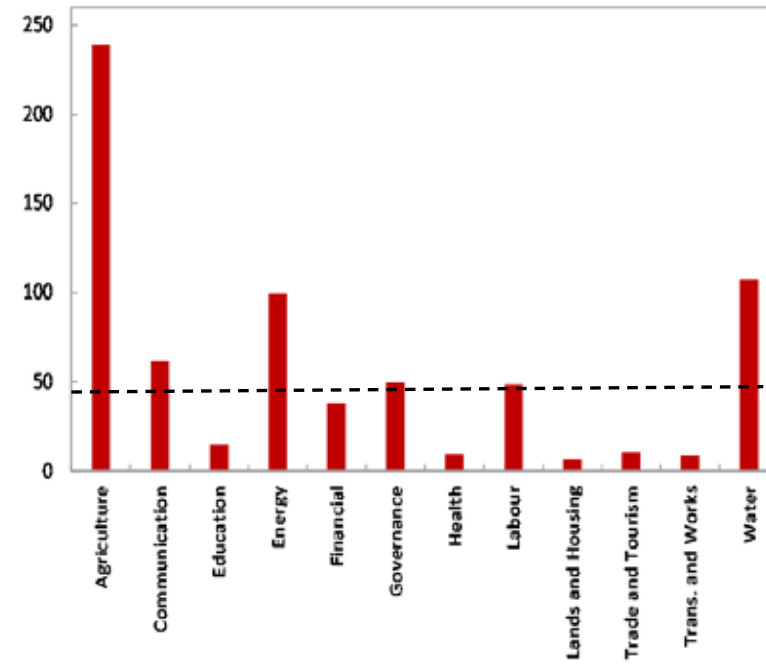
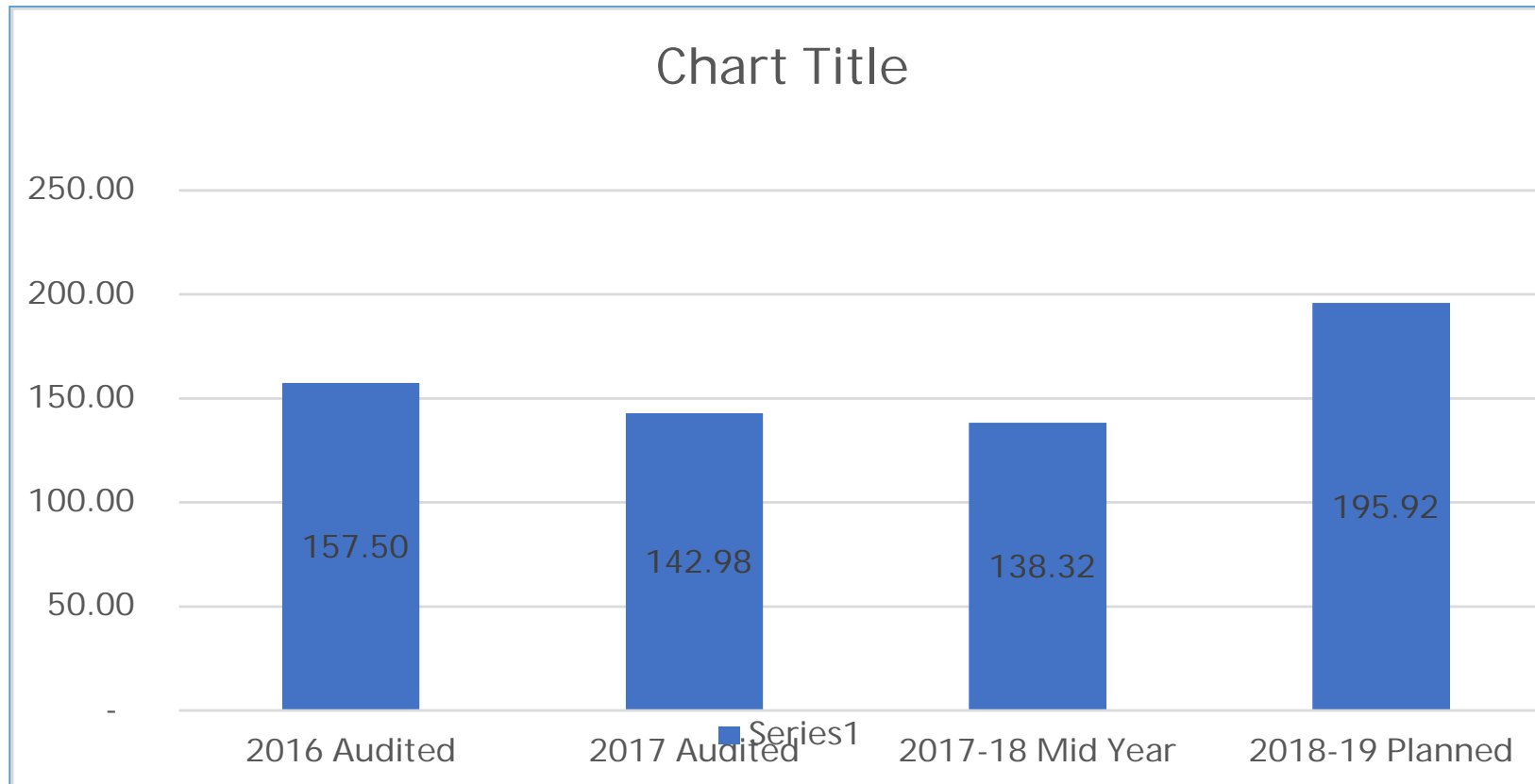


Figure 11: Debt to Equity, 2017 (Percent)



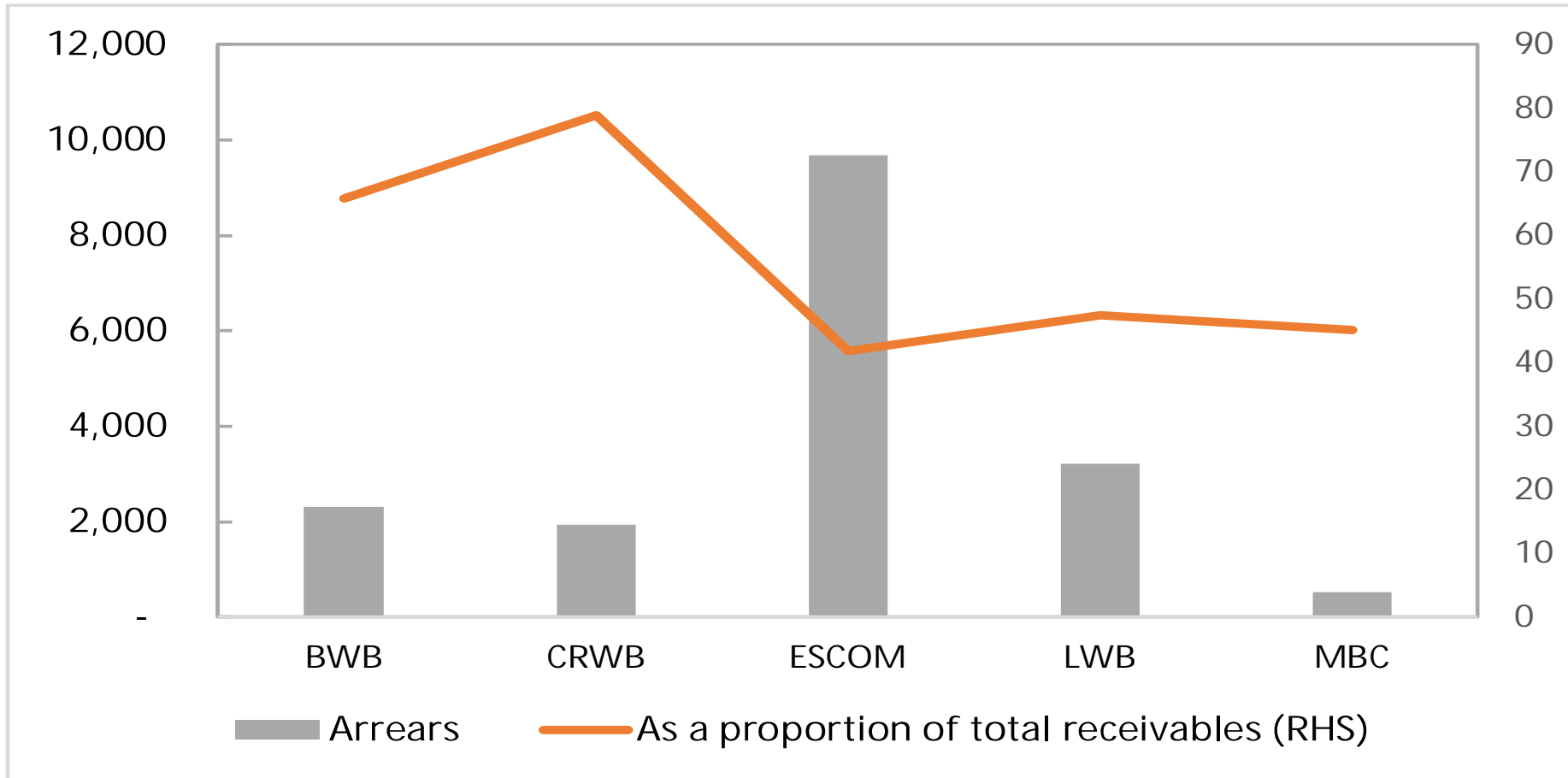
Sensibilité aux problèmes du marché : Recouvrement des coûts



Arriérés de paiement du gouvernement

- Les entreprises publiques sont confrontées à des problèmes de collecte auprès des institutions gouvernementales
- À compter de décembre 2018, les arriérés cumulatives du gouvernement s'élevaient à environ 37 millions de dollars.
- **A ce sujet :**
- Renflouement des entreprises d'État en difficulté résultant de défis liés au service de la dette

Arriérés de paiement du gouvernement



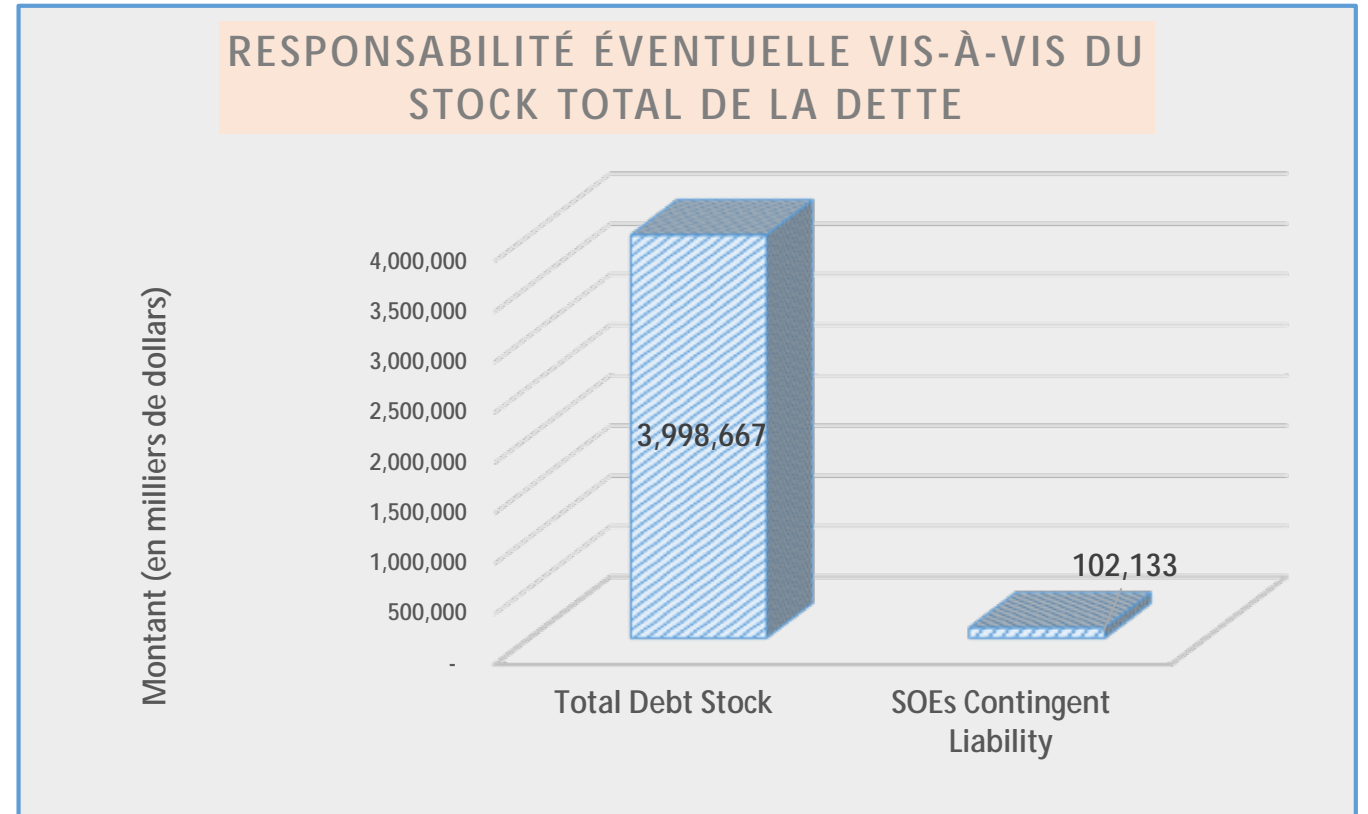
Liquidité

- Augmentation des emprunts à court terme grâce aux découverts
 - Financement coûteux des opérations
 - Les entreprises publiques commerciales négocient perpétuellement des découverts

Prêts non performants

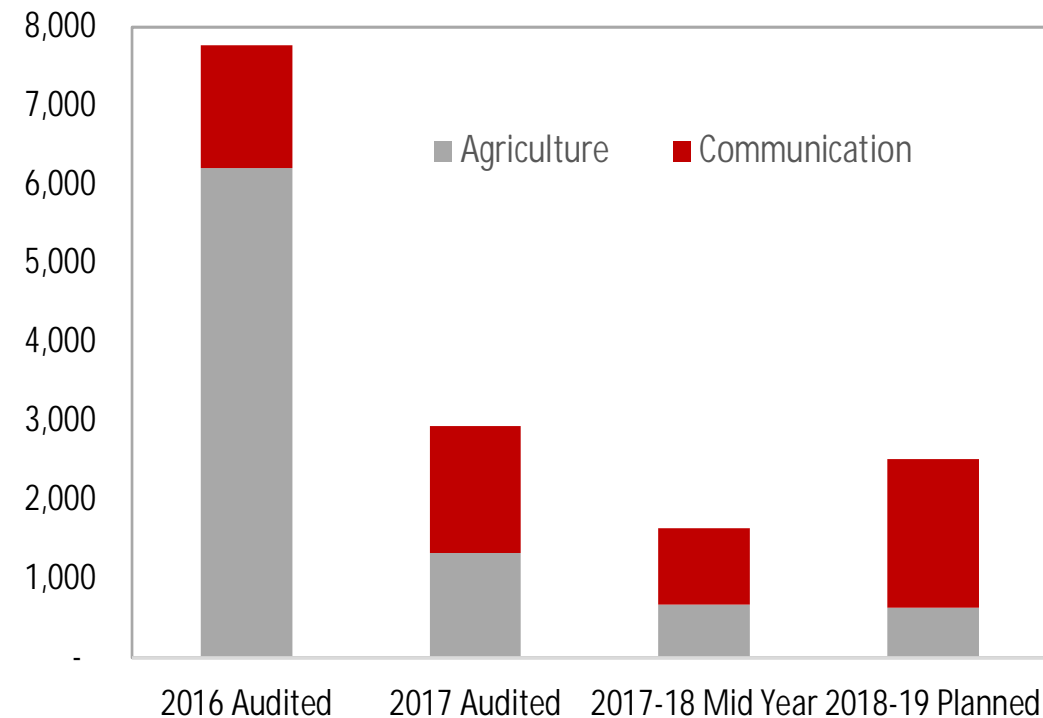
- Il y a eu des cas de défaut sur certains prêts
- Cela a conduit à la matérialisation du passif éventuel

Stock de dette de l'État: Passifs éventuels

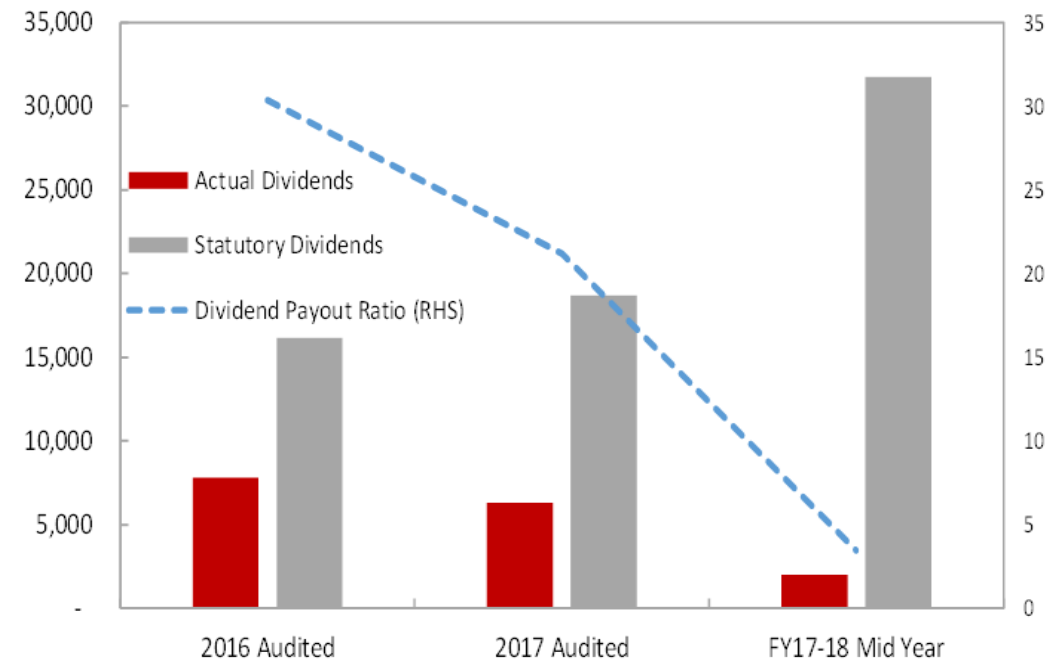


Flux budgétaires entre les organismes parapublics et le budget national

Transferts du gouvernement aux entreprises d'État (millions de Kwacha)



Dividendes réels vs statutaires et ratio de distribution



Facteurs qui augmentent les risques liés aux déchets miniers

Les risques fiscaux liés aux entreprises d'État ont tendance à être plus importants lorsque:

- La nécessité d'améliorer les services publics est grande
- Le secteur financier est sous-développé
- Le gouvernement central tente de réduire sa dette et son déficit
- Utilisé pour assurer le favoritisme politique et les loyers
- Ils fonctionnent avec peu de supervision gouvernementale

Stratégies pour réduire les risques des entreprises d'État

- Une variété de stratégies:
 - Taille limite du secteur des entreprises publiques : privatisation, privatisation partielle ou diminution au fil du temps
 - Corporatisation
 - Bonne gouvernance d'entreprise
 - Réglementation prudente des FPC
 - Réduire progressivement les QFA
 - Surveillance systématique et reporting de la performance de l'entité
 - Intervenir avant que les problèmes ne deviennent graves, par exemple contrôler la prise de risque directement en limitant l'emprunt des entités
 - Établir une politique crédible de non sauvetage
- Les gouvernements devraient adopter une stratégie mixte: réduire l'exposition, effectuer une surveillance active, mettre en place certains contrôles et tenter d'éviter les sauvetages
- Mais combiner les contrôles et la surveillance peut augmenter les attentes en matière de sauvetage

Gérer les risques fiscaux

1. Identifier et surveiller

- Cadre d'évaluation des risques
- Unité centrale de coordination
- Collecte d'informations / consolidation

2. Analyser

- Analyse de sensibilité économique
- Évaluation actif-passif
- Évaluation des passifs éventuels

3. Atténuer

- Stratégie de répartition des risques
- Responsabilité institutionnelle

4. Intégrer dans le budget

- Niveau d'endettement
- Marges / réserves budgétaires
- Budget des passifs éventuels
- Fonds de stabilisation

5. Rapport

- Analyse de sensibilité économique
- Bilan du secteur public
- Déclaration de risque fiscal

Thank
you!!